



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 14 – 8 avril 2022

☛ Sommaire

Fait marquant

- Le Gouvernement publie sa très attendue *Energy security strategy*

Climat & Energie

- Le Royaume-Uni va créer un nouvel opérateur public pour superviser la gestion du système énergétique
- L'*Environmental Audit Committee* de la Chambre des Communes publie un rapport évaluant l'opportunité d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) britanniques

Environnement

- George Eustice annonce les premières mesures pour faciliter l'accès aux engrais par les agriculteurs

Industrie

- Face aux prix élevés de l'énergie, les industries énergivores demandent davantage de mesures de soutien au Gouvernement
- Les immatriculations de véhicules neufs reculent en mars reflétant les difficultés de l'industrie automobile
- Les promoteurs immobiliers s'engagent à financer en partie les travaux de rénovation des bâtiments construits avec des revêtements inflammables (*cladding*)
- Seuls 17 % des employeurs britanniques seraient favorables au système actuel de financement de l'apprentissage

Transport

- 27% des lignes de bus auraient été supprimées en Angleterre depuis 2012
- 31 collectivités locales anglaises vont bénéficier de subventions pour l'amélioration de leurs services de bus

- L'extension de l'ULEZ (*Ultra Low Emission Zone*) a rapporté moins qu'espéré en octobre et novembre 2021

Fait marquant

Le Gouvernement publie sa très attendue *Energy security strategy*

Le Gouvernement a publié le 7 avril la [British energy security strategy](#) destinée à assurer la sécurité d'approvisionnement en énergie en Grande-Bretagne. La stratégie vise à réduire la hausse des prix de l'énergie, liée à la reprise économique mondiale et aggravée par la guerre en Ukraine, en développant au niveau national la production d'énergie carbonée et décarbonée.

Ayant pour ambition de créer 40 000 emplois « verts », le Gouvernement a confirmé son intention de porter la capacité électrique de source éolienne maritime à 50GW comprenant 5GW d'éolien flottant d'ici 2030, en réduisant de quatre ans à un an les délais d'instruction des grands projets d'éoliennes en mer. Le Gouvernement s'est également dit ouvert à l'idée d'inciter les collectivités locales à développer des projets éoliens terrestres, en échange d'incitations fiscales. Il s'est en revanche gardé de fixer un objectif en matière de production d'électricité solaire souhaitant poursuivre les consultations sur l'installation de panneaux solaires sur les toits des particuliers et des entreprises.

Dans le domaine nucléaire, le Gouvernement vise une capacité installée de 24 GW d'ici 2050 soit l'équivalent d'un quart de la demande en électricité via la construction possible de huit nouvelles centrales au cours de la prochaine décennie, en plus des centrales de Hinkley Point C (en construction) et Sizewell C (en discussion). Le soutien aux petits réacteurs modulaires (SMR) a également été réaffirmé. Un nouvel organisme public (*Great British Nuclear*) sera créé pour suivre le développement des projets. Dans le domaine de l'hydrogène, la stratégie prévoit le doublement de la production d'hydrogène bas carbone, passant de 5 à 10GW d'ici à 2030 dont la moitié sera produite à partir de sources renouvelables.

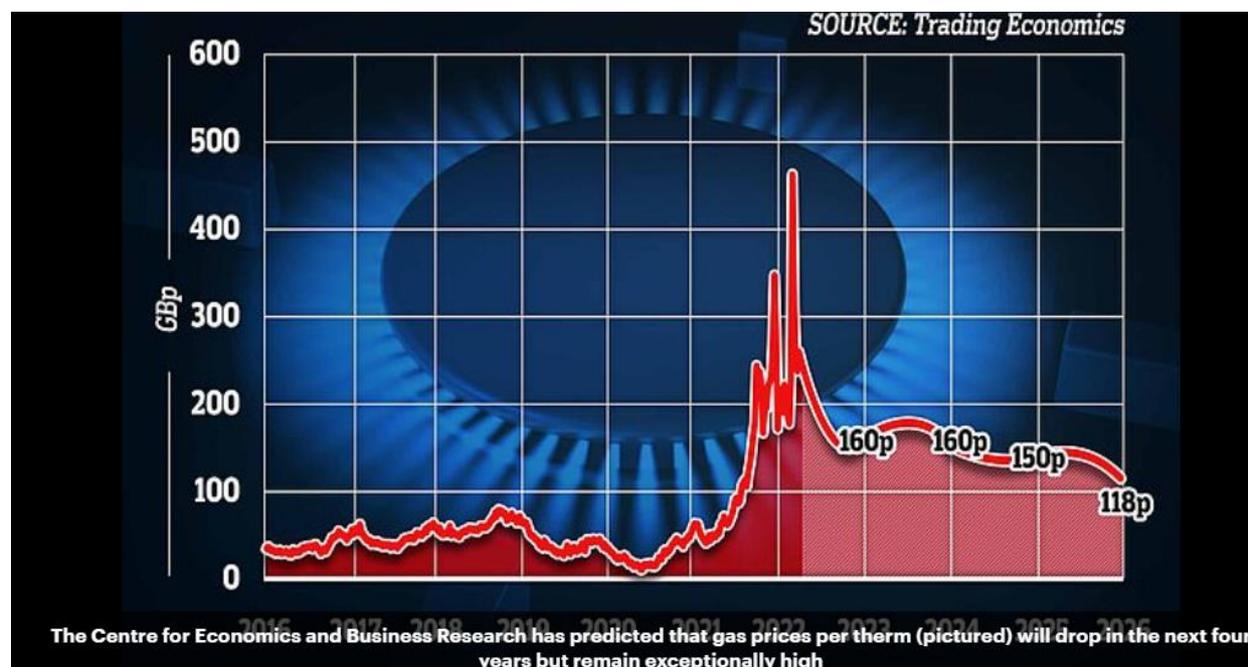
Avec cette stratégie le Gouvernement a tenté de concilier les impératifs de court terme en matière de sécurité énergétique et les objectifs de plus long terme en matière de transition bas carbone. Certaines voix regrettent toutefois que les impératifs de sobriété et d'efficacité énergétique indispensables pour réduire durablement la demande d'énergie n'aient pas assez été pris en compte.

Le chiffre de la semaine

3/5

Trois britanniques sur cinq se disent prêts à occuper un emploi plus « durable » selon un sondage réalisé par Censurwide pour le compte de la compagnie d'assurance Aviva.

Le graphique de la semaine



Selon le [Center for Economics and Business Research](#) (CEBR), les ménages et entreprises britanniques pourraient faire face à des prix élevés du gaz, ces quatre prochaines années, bien qu'à des niveaux plus faibles qu'actuellement.

Climat & Energie

Flash – Des [milliers de manifestants](#) se sont rassemblés le 2 avril à Londres, Cardiff et Birmingham pour protester contre les mesures prises par le Gouvernement, jugées insuffisantes, pour faire face à la hausse des prix de l'énergie. Pour rappel, le *price cap* (plafond des prix de l'énergie applicable aux particuliers bénéficiant de tarifs variables) a augmenté de 54% au 1^{er} avril.

Flash – Le ministre des Transports [Grant Shapps](#) a indiqué que le Gouvernement n'envisageait pas de rationner l'énergie en réaction à la guerre en Ukraine.

Flash – Le ministre du *Department for Business, Energy & Industrial Strategy* (BEIS), Kwasi Kwarteng, a commandé au [British Geological Survey](#) un rapport d'expertise portant sur les conditions d'extraction de gaz de schiste qui fait l'objet d'un moratoire depuis 2019.

Flash – [Plusieurs industriels](#) dont SSE et ScottishPower ont demandé au Gouvernement, en amont de la publication de la stratégie sur la sécurité énergétique, de simplifier les procédures de planification des projets d'énergies renouvelables, notamment éoliens *offshore* et d'accélérer le développement des réseaux de raccordement électrique.

Le Royaume-Uni va créer un nouvel opérateur public pour superviser la gestion du système énergétique

Le [Gouvernement](#) a annoncé en amont de la publication de l'*Energy Security Strategy* qu'il allait créer un nouvel opérateur public pour superviser la gestion du système énergétique britannique, assurer la sécurité d'approvisionnement du RU en énergie et accompagner la transition bas carbone. Le nouvel opérateur (*Future system operator*) ne sera créé qu'après l'adoption d'une loi et aura une vision transversale des problématiques énergétiques en Grande-Bretagne et du développement des technologies émergentes comme l'hydrogène, la capture et le stockage du carbone progressivement intégrées aux réseaux. Le nouvel opérateur s'appuiera sur les deux branches de *National Grid* (*Electricity System Operator* qui sera nationalisée et *National Grid Gas* qui restera toutefois pleinement compétent concernant les opérations courantes).

L'Environmental Audit Committee de la Chambre des Communes a publié hier un rapport évaluant l'opportunité d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) britanniques

Selon les parlementaires, la stratégie de décarbonation britannique présente un risque réel de « fuites de carbone ». Elle n'inclut pas les émissions produites par la consommation nationale qui représentent pourtant 43% du total britannique. Face à la lenteur des négociations internationales sur le MACF, le [rapport](#) invite le gouvernement à adopter une approche unilatérale tout en s'appuyant sur sa position de « leadership » lié à la COP26 pour promouvoir une solution multilatérale dans les mois à venir. Le gouvernement est également invité à mener des politiques complémentaires visant à promouvoir la transition énergétique de l'industrie britannique ainsi que négocier des accords de libre-échange conformes aux objectifs environnementaux et climatiques. Le rapport évoque d'autre part les potentielles implications pour l'Irlande du Nord de la mise en œuvre d'un MACF au niveau européen. Soulignant les difficultés que cela pourrait créer, le document rappelle la possibilité d'un couplage entre les marchés du carbone européen et britannique. En conclusion, le rapport invite le Trésor à fournir un rapport sur les progrès réalisés par le gouvernement d'ici la présentation du budget en 2023.

Environnement

Flash – L'entreprise [Genus](#) spécialisée dans la génétique animale travaille à la mise au point d'une race de vache moins sujette aux flatulences et espère ainsi réduire les émissions de CO₂ associées de 20% d'ici les 20 prochaines années.

Flash – [Amazon](#) a annoncé le 30 mars arrêter d'utiliser des sacs plastique à usage unique dans son réseau de distribution au Royaume-Uni.

George Eustice annonce des premières mesures pour faciliter l'accès aux engrais pour les agriculteurs

En fin de semaine dernière, le ministre de l'Environnement George Eustice a annoncé un ensemble de mesures en vue de faciliter l'accès des agriculteurs à des sources d'engrais malgré les tensions au niveau mondial. Les mesures comprennent une révision du guide d'épandage des

boves, un report d'au moins un an des changements envisagés visant à réduire l'utilisation d'engrais à base d'urée et un soutien supplémentaire pour le stockage du lisier à partir de septembre 2022 afin de réduire la dépendance à l'égard des engrais artificiels. Le ministère de l'Environnement a en parallèle précisé le nouveau dispositif « *Sustainable Farming Incentive* ». Il comprendra notamment des mesures visant à couvrir les coûts de l'ensemencement de plantes fixatrices d'azote et d'engrais verts dans leurs cultures ou avant leurs cultures. Il indique que cela permettra de remplacer une partie de leurs besoins en engrais pour la saison à venir et de réduire leur dépendance vis-à-vis des engrais manufacturés liés au prix du gaz. Dès jeudi, à la suite de ces annonces, la secrétaire d'Etat Victoria Prentis a organisé une première réunion de la « *Fertilizers Roundtable* » qui a pour objectif d'explorer les possibilités d'atténuation des problèmes causés par les pressions sur l'offre mondiale.

Industrie

Flash – La confiance des entreprises du [BTP](#) a atteint en mars 2022 son plus bas niveau en 17 mois selon le *UK Construction Purchasing Managers' Index*, malgré une croissance des commandes à son plus haut niveau depuis août 2021. Ce résultat s'explique notamment par les conséquences de l'inflation sur le secteur.

Flash – Le RU a lancé mercredi un réexamen des contingents tarifaires sur les importations d'acier et d'aluminium russes et biélorusses. Le RU envisage de réattribuer ces contingents tarifaires (soumis à des droit de douane moins élevés) à d'autres Etats afin d'éviter une pénurie de produits sidérurgiques au RU.

Face aux prix élevés de l'énergie, les industries énergivores demandent davantage de mesures de soutien au Gouvernement

Malgré les engagements du Premier ministre en mars d'apporter un soutien supplémentaire aux [industries](#) énergivores, le ministre de l'Energie Kwasi Kwarteng a écarté cette option, rappelant devant les parlementaires que ce secteur avait déjà fait l'objet de dispositifs de soutien spécifiques. La hausse des prix de l'énergie affecte particulièrement les producteurs britanniques qui paient déjà un prix de l'électricité jusqu'à 60% plus élevé que leurs concurrents européens. Les industries sidérurgique et pharmaceutique s'estiment particulièrement à risque dans un marché mondialisé et très compétitif. Selon la *Chemical Industries Association*, des prix de l'énergie durablement élevés pourraient forcer plusieurs entreprises à réduire ou délocaliser leur production. Les industries énergivores appellent donc le Gouvernement à un soutien sectoriel et financier d'un niveau équivalent à celui dont bénéficient plusieurs de leurs concurrents européens.

Les immatriculations de véhicules neufs reculent en mars reflétant les difficultés de l'industrie automobile

Les immatriculations de [voitures](#) neuves au RU en mars 2022 ont reculé de 14,3% par rapport à mars 2021, soit le pire mois de mars enregistré depuis 1998, selon les données publiées par la *Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT)*. Ces chiffres constituent une mauvaise nouvelle pour le secteur alors qu'en moyenne 20 % des immatriculations s'effectuent chaque année en mars. Les voitures électriques (sur batterie et hybrides rechargeables) continuent de

bénéficier d'une croissance favorable et représentent 34,1 % des ventes sur le mois de mars. Selon la *SMMT*, les conséquences persistantes de la pandémie, en particulier les difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs, continuent de peser sur la production et expliquent ces résultats. L'incertitude de l'impact du conflit ukrainien sur l'industrie automobile, la hausse des prix de l'énergie, l'inflation et la réduction du pouvoir d'achat des ménages risquent également de retarder la pleine reprise du secteur. Sur le segment des véhicules [utilitaires](#), les difficultés de production s'ajoute à une plus faible demande, de nombreux clients ayant déjà renouvelé leur flotte commerciale en 2021. En mars 2022 les immatriculations d'utilitaires lourds, qui représentent deux tiers du marché des utilitaires neufs, ont diminué de 18,9% par rapport à mars 2021 et de 27,6% pour les utilitaires légers. La *SMMT* invite à renforcer les dispositifs d'aides à l'achat d'utilitaires électriques, soulignant la hausse de la demande pour ces véhicules (+17,7% d'immatriculations en mars 2022 par rapport à mars 2021).

Les promoteurs immobiliers s'engagent à financer en partie les travaux de rénovation des bâtiments construits avec des revêtements inflammables (*cladding*)

Plusieurs des principaux promoteurs immobiliers britanniques ont signé un accord avec le gouvernement par lequel ils s'engagent à financer une partie des travaux de sécurisation nécessaires. Ces accords s'appliqueront aux bâtiments dont la hauteur est comprise entre 11 et 18 mètres, construits ces trente dernières années. Le total des engagements financiers s'élèverait à 1,3 Md£ bien en-dessous de l'estimation de 4 Md£ effectuée par le ministère du Logement. La *Home Builders Federation (HBF)* a toutefois critiqué cette estimation, soulignant notamment qu'elle incluait les bâtiments construits par des promoteurs étrangers ou ayant fait faillite.

Seuls 17 % des employeurs britanniques seraient favorables au système actuel de financement de l'apprentissage

C'est le résultat d'un sondage mené entre février et mars 2022 par le *Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD)*. L'introduction d'une taxe d'[apprentissage](#) (*apprenticeship levy*) en 2017 devait permettre de former 3 millions d'apprentis. Selon ce système, les employeurs dont la masse salariale est supérieure à 3 M£ doivent allouer l'équivalent de 0,5% de leurs coûts salariaux au financement de la formation professionnelle. Le nombre de contrats d'apprentissage n'a cependant cessé de diminuer depuis 2017, atteignant pour l'année universitaire 2020-2021 son plus bas niveau depuis 2010. De nombreuses entreprises appellent donc à une réforme du financement de l'apprentissage, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre qualifiée notamment dans l'industrie manufacturière. Le chancelier de l'Echiquier s'est engagé à revoir ce système, les détails de cette réforme devant être précisés lors de la présentation du budget à l'automne 2022.

Transport

Flash – Le métro de [Tyne et Wear](#) va recevoir 7,3 M£ supplémentaires en aides d'urgence « Covid ». Ce montant fait partie d'un plan d'environ [150 M£](#), annoncé en mars 2022, destiné à soutenir la reprise du secteur des bus et métros légers (*light rail*).

Flash – [P&O Ferries](#) espère reprendre ses trajets transmanches d’ici la semaine prochaine, sous réserve que la *Maritime and Coastguard Agency (MCA)* autorise deux des navires de *P&O*, actuellement bloqués à quai pour vérifications de sécurité, à reprendre la mer.

Flash – La [grève](#) des conducteurs du métro londonien les 1^{er} et 3 mars 2022 aurait coûté 13M£ à *Transport for London (TfL)* selon des estimations de l’opérateur.

Flash – Plus d’un millier de [vols](#) au départ du RU ont dû être annulés depuis le weekend dernier (début des vacances de Pâques au RU), en raison de nombreux cas de Covid parmi les employés. Ces annulations ont coïncidé avec de longues files d’[attente](#) dans plusieurs aéroports britanniques du fait d’un volume important de passagers, d’un manque de personnel et de contrôles plus importants pour les destinations imposant toujours des mesures sanitaires.

27% des lignes de bus auraient été supprimées en Angleterre depuis 2012

C’est le résultat d’une étude menée par l’association *Campaign for Better Transport (CBT)*, qui souligne que la baisse de fréquentation liée à la pandémie a accentué ce phénomène. Près de 5 000 [lignes](#) auraient été supprimées, le nord-ouest et l’est de l’Angleterre étant les régions les plus affectées. La fin des aides financières d’urgence, reportée à octobre 2022, fait également craindre pour l’avenir de nombreuses lignes. Alors que la fréquentation des bus s’établit en moyenne à 80% de son niveau pré-pandémique, la *CBT* invite le gouvernement à lancer une campagne nationale pour inciter les passagers à choisir les transports en commun plutôt que la voiture. L’association exhorte également le gouvernement à investir davantage dans le transport par bus, soulignant le rôle clé du secteur dans l’atteinte des objectifs de décarbonation du transport routier.

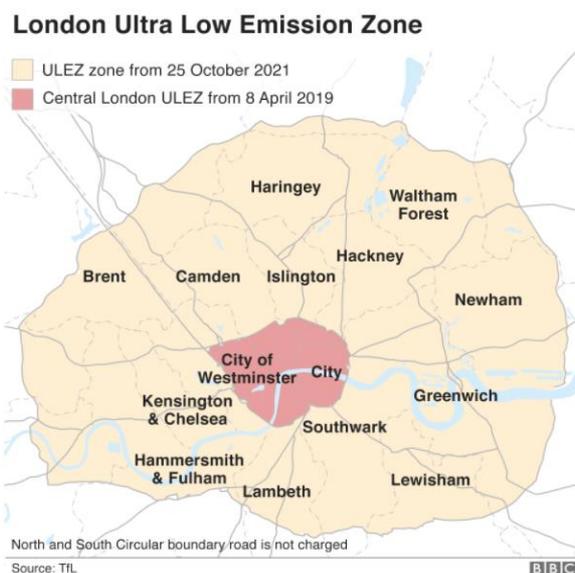
31 collectivités locales anglaises vont bénéficier de subventions pour l’amélioration de leurs services de bus

Pour rappel le Gouvernement avait publié en mars 2021 la stratégie [Bus Back Better](#) visant l’amélioration des services de bus en Angleterre, afin de se rapprocher du niveau de service (fréquence, nombre des lignes, interopérabilité des tickets de bus, etc.) proposé à Londres. Cette stratégie est dotée d’un fonds de 3 Md£ dont 1,7 Md£ ont déjà été alloués via des aides d’urgence pendant la pandémie. Les subventions annoncées cette semaine, et dont le total s’élèverait à [1,08 Md£](#), ont été octroyées après la validation des plans d’amélioration des services de bus soumis par les autorités locales. Le nord et le nord du Tyne sont les principales [régions](#) bénéficiaires. Les Cornouailles, qui recevront 23,5 M£, feront l’objet d’une expérimentation « pilote » qui se traduira notamment par une baisse généralisée du prix des tickets et une interopérabilité des tickets de bus entre les différents opérateurs assurant des services dans la région. La *CBT* a toutefois estimé que ces investissements demeureraient insuffisants face aux besoins du secteur (cf. supra).

L’extension de l’ULEZ (Ultra Low Emission Zone) a rapporté moins qu’espéré en octobre et novembre 2021

Les véhicules les plus polluants circulant dans l’[ULEZ](#) doivent acquitter un péage quotidien de 12,5£. Limitée initialement au centre de Londres, l’[ULEZ](#) a été étendue au 25 octobre 2021 ce qui

a multiplié par 18 sa superficie (cf. carte infra). Il s'agit désormais de la plus grande zone de ce type en Europe. Cette extension avait pour objectif d'améliorer la qualité de l'air tout en augmentant les revenus de *Transport for London (TfL)*. Lors de son premier mois de mise en œuvre, cette extension n'a cependant rapporté que 16M£ un « chiffre plus bas que prévu en raison d'un plus haut niveau de conformité [des véhicules] » selon un rapport de *TfL*. D'après les chiffres de la mairie de Londres, sur cette période, 92% des véhicules étaient en conformité avec les critères faibles ou zéro émissions contre 39% en 2017 quand l'extension de l'ULEZ avait été annoncée.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international